

Sondage d'Opinion de la République Démocratique du Congo Elections 2018 : Un électorat anxieux exige le changement



“ “

Moi, je fais pleinement confiance à tous ceux qui ont été sanctionnés, et surtout les officiers ; je sais qu'ils défendent l'Etat de droit.

On me dit que si tout se passe bien lors des élections, les sanctions pourraient être levées.
Mais, moi, je m'en fous !

Pour les élections, tout va très bien se passer, et cela ne dépendra pas des sanctions. Ce seront les meilleures élections que ce pays aura connues depuis 1959.

Je crois que nous aurons été du bon côté de l'histoire.

Joseph Kabila, Président
République Démocratique du Congo,
Novembre 2018

Le groupe d'étude sur le Congo (GEC) est un projet de recherche indépendant, à but non lucratif dédié à la compréhension de la violence qui affecte des millions de Congolais. Nous effectuons des recherches rigoureuses sur les différents aspects du conflit en République Démocratique du Congo. Toutes nos études reposent sur une connaissance approfondie de l'historique et de la sociologie de la problématique étudiée. Nous sommes basés au centre de coopération internationale à l'Université de New York.

Toutes nos publications, blogs et podcasts sont disponibles sur : www.gecongo.org

Créé en 1990, le « Bureau d'Études, de Recherches, et de Consulting International » (BERCI) est une société à responsabilité limitée dédiée à la mise en œuvre des projets de recherche et d'évaluation pour améliorer la prise de décisions fondées sur des données factuelles en RDC. Premier Institut de Sondage congolais, les activités de recherche de BERCI sont centrées sur des thématiques liées au développement, à la bonne gouvernance, au renforcement de l'Etat et à la consolidation de la paix. Les sondages politiques BERCI à but non lucratif sont conjointement coordonnés par la fondation BERCI, ASBL.

Ipsos est l'une des principales agences de marketing et de recherche d'opinion au monde. Avec des bureaux dans 86 pays et des associés dans le monde entier, Ipsos est capable d'organiser et d'exécuter des projets de recherche dans plus de 100 pays. Les sondages sur les élections et la recherche d'opinion sont l'une des spécialités d'Ipsos et les chercheurs en sciences sociales coopèrent pour offrir à nos clients les avantages d'une expérience mondiale et du savoir local. La division des affaires publiques d'Ipsos en Afrique du Sud est réputée pour la précision, la cohérence et la valeur stratégique de ses sondages d'opinion et enquêtes électorales.

Crédit Images - Page de garde: John Wessel @JOHN WESSEL/AFP; p.4 L. Tato @Getty Images/AFP/L.tato; p.5 John Wessel @JOHN WESSEL; p.7 Eduardo Soteras @Getty Images; p. 8 Arrivée de Martin Fayulu à Lubumbashi @ Adrien Ambanengo |Twitter; p.9 Denis Mukwege @Niklas Elmehed; Jean-Pierre Bemba @ Photo: MICHAEL CHOIRS; Muzito @ actualite.cd; Moïse Katumbi @ Getty images; Jean-Pierre Bemba @ Photo: MICHAEL CHOIRS © Scanpix; Félix Tshisekedi @ TV5monde; Vital Kamerhe (@VitalKamerhe) | Twitter; Adolphe Muzito @ Vincent Fournier pour JA; Martin Fayulu @ Photo Mclums; Corneille Nangaa@www.ceni.cd/portraits/corneille-nangaa-yobeluo; p.10 Martin Fayulu @Martin Fayulu |Twitter; Martin Fayulu à Paris en décembre 2015 © Ch. Rigaud - Afrikarabia; Emmanuel Ramazani Shadary @ Photo TV5Monde; Drapeau UDPS - undefined; UNC @ <https://sites.google.com/site/uncongo/vital-kamerhe>; Drapeau PPRD - Radio Okapi/Ph. John Bompengo; Drapeau MLC @ Junior D. Kannah/AFP; p.13 Yannick Tylle@Getty Images.

Table des Matières

4

Sommaire

5

Introduction

6

Le Course à la présidentielle

12

La Course aux législatives

13

Appui au processus électoral

15

Méthodologie

Sommaire

À quelques jours des élections présidentielles et législatives en République Démocratique du Congo, le Groupe d'étude sur le Congo (GEC) de l'Université de New York publie deux sondages menés par le Bureau d'Études, de Recherches, et de Consulting International (BERCI) ainsi que par Ipsos South Africa avec son partenaire GeoPoll. Les sondages révèlent un électorat avide de changement. Voici les conclusions majeures :

- **Si les élections sont libres et équitables, un candidat de l'opposition serait presque certain de remporter la présidence.** Selon notre sondage, Martin Fayulu est clairement le favori, avec 47% (BERCI: 45%; Ipsos/GeoPoll: 49%) du vote prévu, devant les 24% de Felix Tshisekedi (BERCI: 28%; Ipsos/GeoPoll: 20%) ; 19% (BERCI: 20%; Ipsos/GeoPoll: 18%) voteraient pour Emmanuel Shadary.
- **La soudaine popularité de Fayulu est remarquable pour un homme politique qui était peu connu en dehors de Kinshasa il y a un an.** Fayulu a obtenu une nette majorité dans la plupart des 26 provinces, à l'exception de l'Ituri, du Sankuru et du Maniema, qui favorisaient Shadary, et du Sud-Kivu, du Kasai Central, du Kasai, du Kasai Oriental et du Haut Lomami où une majorité soutenait Tshisekedi.
- **Le potentiel de violence est extrêmement élevé.** Quelques jours avant le report de la CENI, 48% des répondants (BERCI: 65%; Ipsos/GeoPoll: 30%) ont déclaré qu'ils manifesteraient «très certainement et/ou probablement» contre les élections truquées. Un pourcentage

alarmant de répondants (BERCI: 63%; Ipsos/GeoPoll: 43%) ont indiqué qu'ils n'accepteraient pas les résultats si Shadary l'emportait, et 53% (BERCI: 63%; Ipsos/GeoPoll: 43%) ne font pas confiance dans les tribunaux à résoudre équitablement les contentieux électoraux

- **Ce sondage, comme nos précédents, révèle un électorat profondément conscient et motivé.** 98% des répondants (identiques pour BERCI et Ipsos/GeoPoll) se sont inscrits pour voter aux prochaines élections et parmi ceux-ci, 91% (BERCI: 90%; Ipsos/GeoPoll: 92%) et 98% (BERCI: 97%; Ipsos/GeoPoll: 98%) ont l'intention de voter pour les élections législatives et présidentielle respectivement.

Bien que les deux Instituts aient utilisé le même questionnaire, leur méthodologie était légèrement différente. BERCI a interrogé 1196 personnes sur une liste de 2000 numéros de téléphone obtenus lors d'un sondage national probaliste en face-à-face mené conjointement avec le GEC en 2016 auprès de 7500 ménages répartis sur 469 sites urbains et ruraux. Ipsos/GeoPoll a sélectionné les personnes interrogées selon une méthodologie de numérotation aléatoire, atteignant 902 personnes âgées de 18 ans et plus à partir d'une base de données nationale de 1,5 million de numéros de téléphone congolais. Malgré des conclusions globalement similaires, il y a des différences notables.¹

Dans le texte, nous présentons la moyenne des deux sondages, que nous listons également entre parenthèses séparément.



1. Il existe plusieurs explications possibles à ces différences. BERCI avait interrogé beaucoup de leurs répondants plusieurs fois au cours des deux dernières années, alors que c'était la première fois que les répondants ont été interrogés par Ipsos / GeoPoll, ce qui aurait pu influencer sur leur ouverture. Le sondage Ipsos / GeoPoll incluait également une plus grande proportion d'électeurs bien éduqués et n'avait pas obtenu des taux de réponse élevés dans les provinces de Kinshasa, du Sud-Kivu, du Kasai Central et du Kasai Oriental.

Introduction

Le dimanche 30 décembre 2018, les Congolais sont conviés à aller voter lors de l'élection peut-être la plus importante de l'histoire du pays. Le mandat du Président Joseph Kabila est arrivé à son terme et il doit céder le pouvoir à un successeur. Alors que cela aurait dû illustrer la première alternance démocratique du pouvoir exécutif depuis l'accession du pays à l'indépendance en 1960, le processus électoral a été dès le départ extrêmement controversé.

Un processus électoral chaotique

Selon une série de rapports publiés par le GEC sur les élections, le processus a été influencé négativement par la politisation des institutions, des problèmes techniques et l'instrumentalisation de l'État par la coalition au pouvoir.

La Présidence influence de façon notable les institutions électorales, en particulier la Commission électorale et la Cour constitutionnelle chargée des contentieux électoraux au cours de la course présidentielle. Le fichier électoral comprend près de sept millions d'électeurs sans identification biométrique, et la croissance de l'électorat a connu d'importantes variations suspectes dans les 26 provinces. La coalition au pouvoir, qui a instauré le Front Commun pour le Congo (FCC), contrôle l'appareil d'État et a utilisé la police, l'armée et les responsables administratifs pour harceler et limiter la marge de manœuvre de l'opposition. Les élections ont été reportées pour plus de deux ans depuis la date prévue officiellement en décembre 2016, prolongeant les mandats de toutes les institutions élues.

Ces manquements ont été aggravés par une série de controverses survenues ces derniers mois précédant les élections. Le 13 décembre, dix jours avant le jour du scrutin, des milliers de machines à voter et des urnes ont été détruites par un incendie dans l'un des entrepôts de la commission électorale (CENI) à Kinshasa, ce qui représente environ 70 % du matériel électoral destiné à la capitale. Néanmoins, la commission électorale a insisté pour que les élections aient bel et bien lieu le 23 décembre. A quelques semaines des élections, des tonnes de documents électoraux indispensables n'avaient pas encore atteint leur destination, et de nombreux bureaux de vote déclaraient n'avoir pas encore reçu de machine à voter ni la formation nécessaire pour son utilisation.



Enfin, à trois jours de l'élection, la CENI annonça son report d'une semaine à savoir le 30 décembre. L'incendie, mais également l'épidémie persistante d'Ebola et des violences ethniques sporadiques ont été présentées comme les raisons principales de ce retard. Son président, Corneille Nangaa, ajouta que les campagnes électorales devaient cependant se clôturer le 21 décembre, comme prévu par la loi électorale, deux jours avant la date initialement prévue du scrutin le 23 décembre, attisant davantage les discordes. Alors que les partis d'opposition avaient mis en garde contre les risques émanant de tout retard supplémentaire, les coalitions des principaux partis d'opposition acceptèrent par prudence ce troisième ajournement, tout en exhortant leurs partisans d'accepter leur décision. La décision suivante de la CENI de reporter en mars 2019 les élections dans quatre circonscriptions électorales, – Beni, Beni ville, Butembo et Yumbi – , sur les 181 existantes en raison de l'épidémie d'ébola et de la violence communautaire a également provoqué un tollé. La campagne électorale a été entachée de nombreux actes de violence et de la répression des libertés civiles. L'Association Congolaise d'Accès à la Justice, (ACAJ) a documenté 152 cas de violation des droits de l'homme liés à la campagne électorale, y compris 10 morts et 50 cas de blessures physiques.

La course à la présidentielle

Parmi les principaux candidats de l'opposition, Jean-Pierre Bemba et Moïse Katumbi, ont été exclus de la course, le premier parce qu'il avait été condamné par la Cour pénale internationale pour subordination de témoins et le second parce qu'il avait été condamné en absentia pour fraude immobilière et n'avait pas été en mesure de rentrer au pays pour présenter sa candidature. Un ancien premier ministre, Adolphe Muzito, a également été invalidé par la commission électorale

La débâcle de Genève et ses conséquences

A l'approche des élections, les sept principaux candidats de l'opposition ont tenté de s'unir derrière un seul candidat en organisant une réunion à Genève le 11 novembre. Tous les principaux candidats - Vital Kamerhe, Félix Tshisekedi et Freddy Matungulu, ainsi que les trois candidats exclus - ont soutenu Martin Fayulu. Après 48 heures, cependant, l'accord s'est effondré, Kamerhe et Tshisekedi s'étant retirés du processus, prétextant soit avoir été trompés soit que leur base rejette cette alliance. Kamerhe, qui était arrivé en troisième position lors des élections de 2011, soutient alors Félix Tshisekedi et ensemble ils créèrent la coalition Cap pour le changement (Cach). Les autres leaders de l'opposition ont forgé la coalition Lamuka. Nos données indiquent une nette préférence pour la coalition Lamuka versus Cach—une cote d'approbation de 65% (BERCI: 61%; Ipsos/GeoPoll: 68%) par rapport à 43% (BERCI: 45%; Ipsos/GeoPoll: 40%). Il y a maintenant seize candidats en lice pour la présidence, bien que seulement trois d'entre-eux aient fait campagne à l'intérieur du pays ; presque tous les autres candidats n'ayant pas quitté Kinshasa.

La coalition au pouvoir

La coalition au pouvoir soutient Emmanuel Shadary Ramazani, un ancien ministre de l'intérieur devenu leur candidat surprise de la majorité en août 2018. Shadary n'a pas de base politique et dépend du soutien du Front Commun pour le Congo (FCC), la coalition de la majorité, qui enregistre un score de 28% (BERCI: 24%; Ipsos/GeoPoll: 32%) de bonnes opinions dans notre sondage, pour mobiliser les électeurs.

“

Si les élections sont libres et transparentes, un candidat de l'opposition est quasi certain de les remporter.

Selon notre sondage, seuls 19% (BERCI: 20%; Ipsos/GeoPoll: 18%) voteraient pour Emmanuel Shadary à la présidence. Cela confirme une tendance générale selon laquelle la coalition au pouvoir s'est limitée à environ 20% des suffrages exprimés dans les sondages GEC/BERCI ces deux dernières années. Dans notre sondage d'octobre, Shadary a obtenu 16% des voix, alors que dans notre sondage de juillet, avant sa désignation, tous les candidats présidentiels confondus de la coalition au pouvoir avaient obtenu 15% des intentions de vote. Il en est de même pour nos sondages antérieurs: en avril 2017, un sondage GEC/BERCI a révélé qu'au total, les candidats à la présidence pro-Kabila auraient recueilli environ 12% des suffrages. Compte tenu de ce contexte, Shadary a été en mesure d'augmenter son score d'intention de vote à 20%, peut-être le résultat d'une campagne électorale rondement menée et largement financée ou le fruit de la répression des partisans de l'opposition. Toutefois, selon le sondage express GEC/BERCI effectué la semaine des élections, il aurait perdu près de 8 pour cent des intentions de vote après l'annonce du report des scrutins, retombant au niveau d'avril 2012 avec un score de 12%.

“

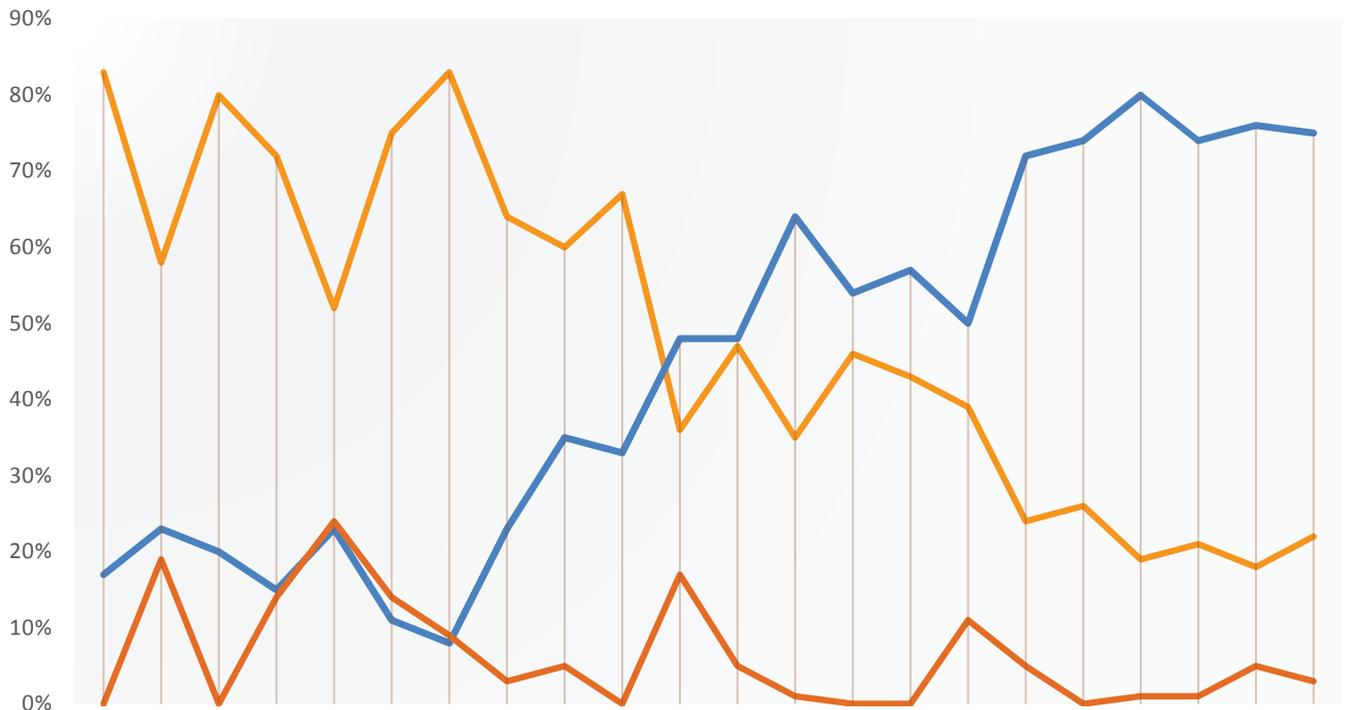
La majorité des Congolais ressent de la "colère" par rapport à la l'orientation du pays sous le régime Kabila.

Toujours, selon le sondage GEC/BERCI express, quand il leur a été demandé d'exprimer leurs sentiments sur l'orientation du pays sous la direction de Joseph Kabila, les répondants ont exprimé les sentiments suivants:

- 65% sont « en colère »;
- 22% sont "décus", mais "pas enthousiastes";
- 5% se sentent « satisfaits, mais pas enthousiastes »;
- 8%, seulement, sont « enthousiastes ».



AVEZ-VOUS UNE BONNE, MAUVAISE OU PAS D'OPINION DU TOUT DU PRESIDENT JOSEPH KABILA?²



	Juillet 2001	Oct. 2001	Nov. 2001	Jan. 2002	Fév. 2002	Juillet 2003*	Oct. 2003**	Oct. 2007*	Avril 2009	Juin 2010	Sept. 2011	Sept. 2014	Jan. 2015	Mars 2015	Fév. 2016	Mai 2016*	Fév. 2017*	Août 2017	Fév. 2018	Juillet 2018	Oct. 2018	Dec. 2018	Ipsos Dec. 2018
Bonne opinion	83%	58%	80%	72%	52%	75%	83%	64%	60%	67%	36%	47%	35%	46%	43%	39%	24%	26%	19%	21%	18%	22%	36%
Mauvaise opinion	17%	23%	20%	15%	23%	11%	8%	23%	35%	33%	48%	48%	64%	54%	57%	50%	72%	74%	80%	74%	76%	75%	49%
Ne sait pas	0%	19%	0%	14%	24%	14%	9%	3%	5%	0%	17%	5%	1%	0%	0%	11%	5%	0%	1%	1%	3%	3%	15%

2. (*) Sondage national; (**) Sondage réalisé dans les capitales des 11 provinces, tous les autres sondages étant réalisés à Kinshasa. En mi-2016 la question posée était: «Soutenez-vous fortement, moyennement, ou pas du tout, la manière dont le Président Kabila gère son travail en tant que Président de la République? – “Fortement” et “moyennement” sont considérés comme « bonne opinion » et « pas du tout » est considéré comme « mauvaise opinion ».

Les principaux protagonistes

Le vote relatif à l'opposition a été beaucoup plus volatile. En avril 2017, 38 % des répondants déclaraient soutenir la candidature de Moïse Katumbi dans un sondage GEC/BERCI, alors que seulement 5 % soutenaient Tshisekedi et 1 % se positionnait derrière Fayulu. Le premier bouleversement majeur est survenu quand Bemba a été libéré de prison en juin 2018. Le sondage GEC/BERCI de juillet 2018 indiquait dès lors comme résultat, 3 prétendants majeurs pour les élections présidentielles : Katumbi, Bemba et Tshisekedi se tenant dans un mouchoir de poche statistiquement parlant avec 20 % d'intention de vote chacun. Le second bouleversement majeur s'est produit lorsque Katumbi et Bemba ont été exclus de la course à la présidence en août 2018. Notre premier sondage suite à cet événement, propulse Tshisekedi en tête de liste avec 36 %, suivi par Kamerhe avec 17 % et Fayulu avec 8 %. Cependant, après cela, se produisit la débâcle de Genève, qui a gravement endommagé la réputation de Kamerhe et Tshisekedi, tandis que Bemba et Katumbi soutenaient Fayulu de tout leur poids.

Malgré le choc de la répression centrée sur Fayulu, il est clairement apparu comme le favori, glanant 47% (BERCI: 45%; Ipsos/GeoPoll: 49%) des suffrages prévus, devançant les 24% (BERCI: 28%; Ipsos/GeoPoll: 20%) de Tshisekedi et les 19% (BERCI: 20 %; Ipsos/GeoPoll: 18 %) de Shadary, avant le report des élections.

[Il est important de noter qu'en raison de contraintes de temps et logistiques, Ipsos / GeoPoll n'a pas pu obtenir une proportion adéquate de répondants dans quatre provinces où le ticket Tshisekedi / Kamerhe est populaire: Kinshasa, Sud-Kivu, Kasai Central et Kasai Oriental . Cela a peut-être diminué leur soutien dans ce sondage.]

Fayulu obtient une majorité claire dans la plupart des 26 provinces, à l'exception de l'Ituri, du Sankuru et du Maniema, favorables à Shadary et le Sud-Kivu, le Kasai Central, le Kasai, le Kasai Oriental et le Haut Lomami, où une majorité soutient Tshisekedi. C'est une étonnante montée en popularité et en importance pour un politicien qui était à peine connu en dehors de Kinshasa il y a tout juste une année. Bien que la subite popularité de Fayulu soit difficilement explicable, il est clair que la cote de popularité de Tshisekedi et de Kamerhe a été influencée négativement par les pourparlers de Genève, avec une baisse respective de 19 % et 22 % des répondants ayant une bonne opinion d'eux dans le sondage BERCI, contrairement à l'augmentation de

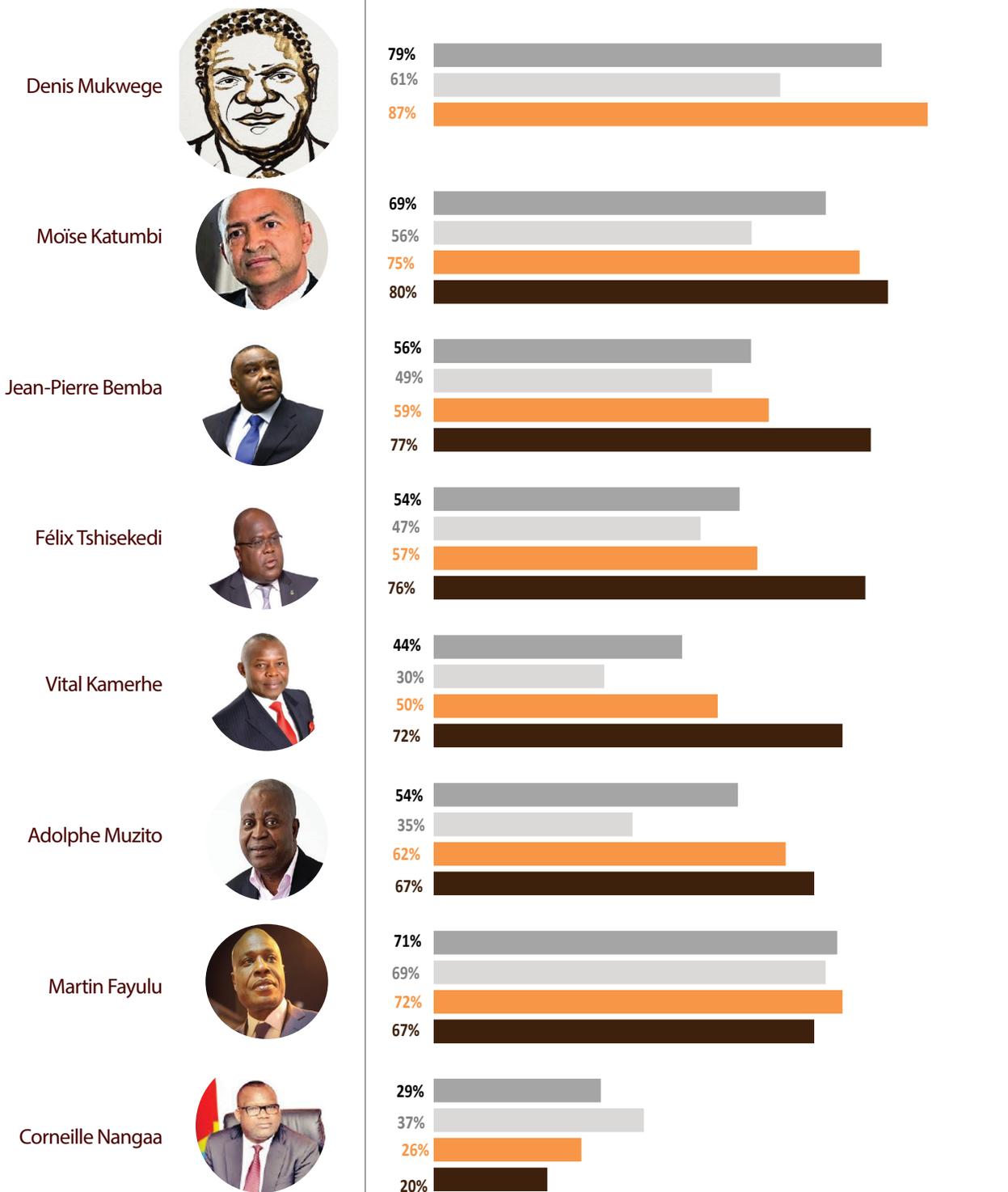
4 % et 5 % pour Fayulu et Muzito respectivement. Mais la popularité d'autres leaders de l'opposition a également chuté depuis octobre dernier (après Genève), la cote de popularité de Bemba a chuté de 19 %, tandis que celle de Katumbi est tombée de 8 %. Dans notre dernier sondage de BERCI mené durant la semaine des élections du 30 décembre il résulte que la qualité la plus importante ayant prévalu dans le choix du candidat présidentiel est :

- il se bat pour ses idées (15 %);
- il a l'expérience qu'il faut (15 %);
- il a un message positif (12 %);
- il peut vaincre la majorité [coalition au pouvoir] (9 %).



?

QUELLE EST VOTRE OPINION DES PERSONNALITES SUIVANTES ? (BONNES OPINIONS SEULEMENT)

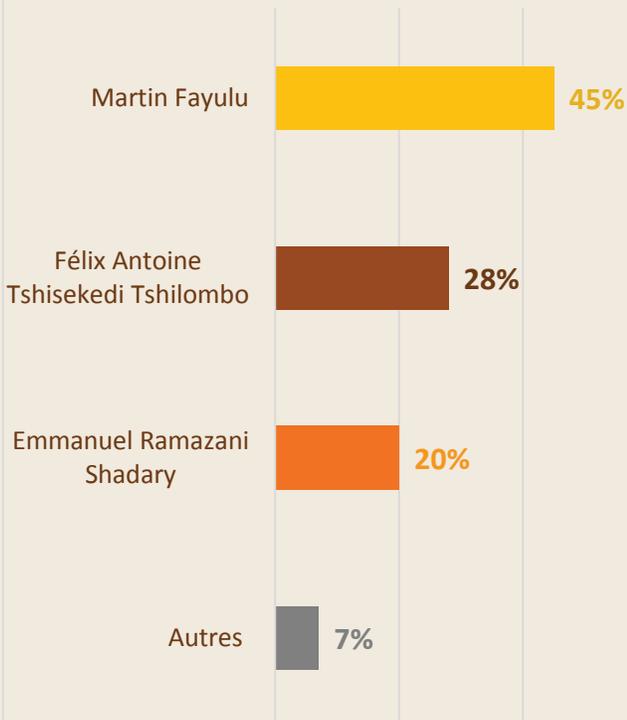




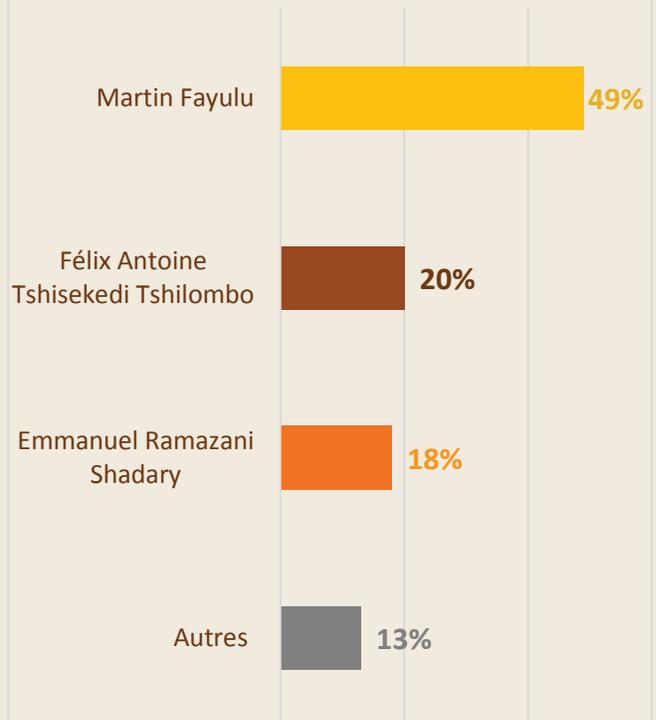
LORS DES ÉLECTIONS PRÉSIDENTIELLES QUI SE TIENDRONT LE 30 DÉCEMBRE PROCHAIN POUR QUEL CANDIDAT PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE VOTERIEZ-VOUS ?³



BERCI/GEC



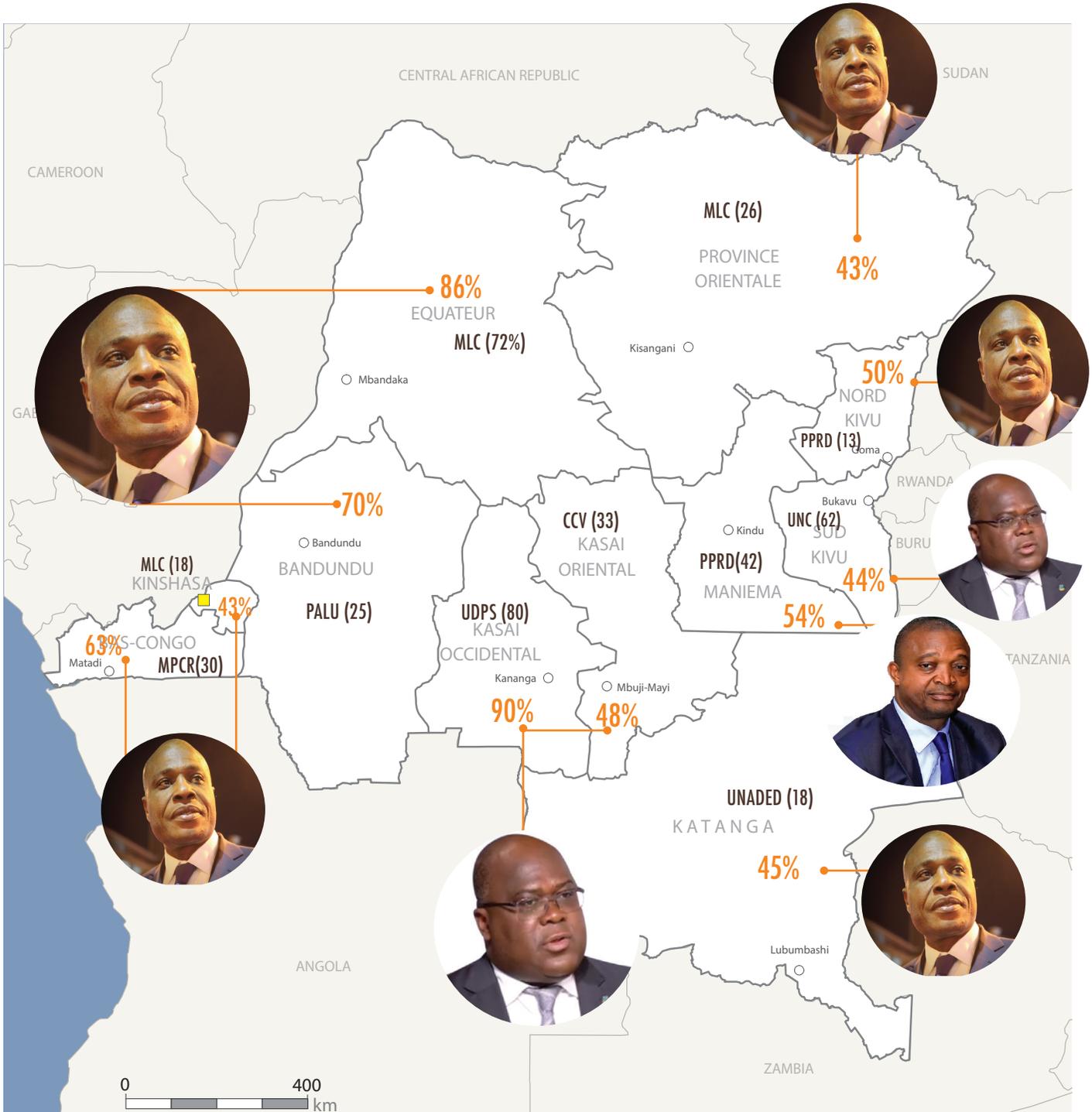
IPSOS



3. Par inadvertance, les fréquences d'Ipsos dans le communiqué de presse comprenant les non-répondants. Les fréquences BERIC et IPSOS présentés ci-dessus excluent les non-répondants, entraînant un léger changement comparé aux premiers chiffres publié dans la presse.



INTENTIONS DE VOTE DES CANDIDATS ET PARTIS POLITIQUES PRÉFÉRÉS PAR PROVINCES (%)



La course aux législatives

Les élections législatives sont difficiles à sonder au niveau national. La nouvelle loi électorale adoptée en janvier 2018 exige que les partis obtiennent 1% de tous les votes législatifs au niveau national afin de remporter des sièges au parlement. Ce seuil aurait disqualifié la plupart des partis actuellement à l'Assemblée nationale, réduisant leur nombre de 98 à 21. En outre, un sondage national ne peut pas reproduire la course aux sièges dans les 181 circonscriptions différentes du pays. La question des élections législatives était une question ouverte: si des élections avaient lieu ce dimanche, laissant aux la possibilité de désigner le parti ou d'alliance de leur choix. Le sondage BERCI indique que le MLC mène le vote prévu au niveau national avec 17%, suivi de l'UDPS avec 16%, du PPRD avec 11%, de l'UNC avec 7%, de l'ARC/ Kamitatu (5%), de l'UNAFEC (4%); PALU, UNAFEC et ECidé avec 3% chacun), suivis avec UDPS / Kibassa, CCU et CNC avec 2% chacun et MPCR, AFDC, ABAKO, ainsi que MPR, tous avec 1%; tous les autres partis enregistrés ont obtenu moins de 1%. Cela suggère une Assemblée nationale très fragmentée au sein de laquelle aucune coalition ne dispose d'une majorité absolue.

Forte probabilité de futures turbulences

Le risque de trouble est extrêmement élevé. Quelques jours avant l'ajournement annoncé par la CENI, 48% (BERCI: 65%; Ipsos/GeoPoll: 30%) des répondants ont dit qu'ils protesteraient « certainement » ou « probablement » si les élections étaient truquées, tandis que 36% (BERCI: 38%; Ipsos/GeoPoll: 34%) d'entre eux soutiendraient « très certainement » ou « probablement » une protestation même s'ils n'y participaient pas. En outre, 43% (BERCI: 60%; Ipsos/GeoPoll: 26%) des répondants déclarent leur intention de manifester, si les élections sont retardées, et 39% (BERCI: 43%; Ipsos/GeoPoll: 34%) soutiendraient une telle action sans toutefois y prendre part. Une proportion alarmante de répondants 53% (BERCI: 63%; Ipsos/GeoPoll: 43%) déclarent qu'ils n'accepteraient pas les résultats si Shadary gagne et ils sont 53% (BERCI: 63%; Ipsos/GeoPoll: 43%) à ne pas faire confiance aux tribunaux pour résoudre équitablement les contentieux électoraux. Si Shadary est proclamé vainqueur, comme le soupçonnent de nombreux analystes, plus de 80 % n'ayant pas voté pour lui, le priverait ainsi de toute légitimité. Selon les résultats de ce sondage, avec un taux de participation d'environ 65 %, comme lors des

élections précédentes, l'équivalent de 6,5 millions de votes devraient être truqués, ou 25 % de tous les bulletins de vote exprimés, pour que sa victoire soit assurée.



L'équivalent de 6 à 7 millions de votes devraient être truqués, pour assurer la victoire de la majorité.

Un sondage express additionnel réalisé par BERCI, juste après l'annonce du report des élections donne à penser que l'opposition au gouvernement se renforce:

- Le pourcentage de répondants qui serait « très certainement » ou « probablement » enclins à protester si les élections été truquées a augmenté de 12 %;
- Le score de ceux qui « très certainement » ou « probablement » soutiendraient une telle initiative sans toutefois y prendre part enregistre une augmentation de 9 %;
- Si les élections sont retardées après le 30 décembre, le pourcentage de répondants enclins à manifester augmente de 13 %.

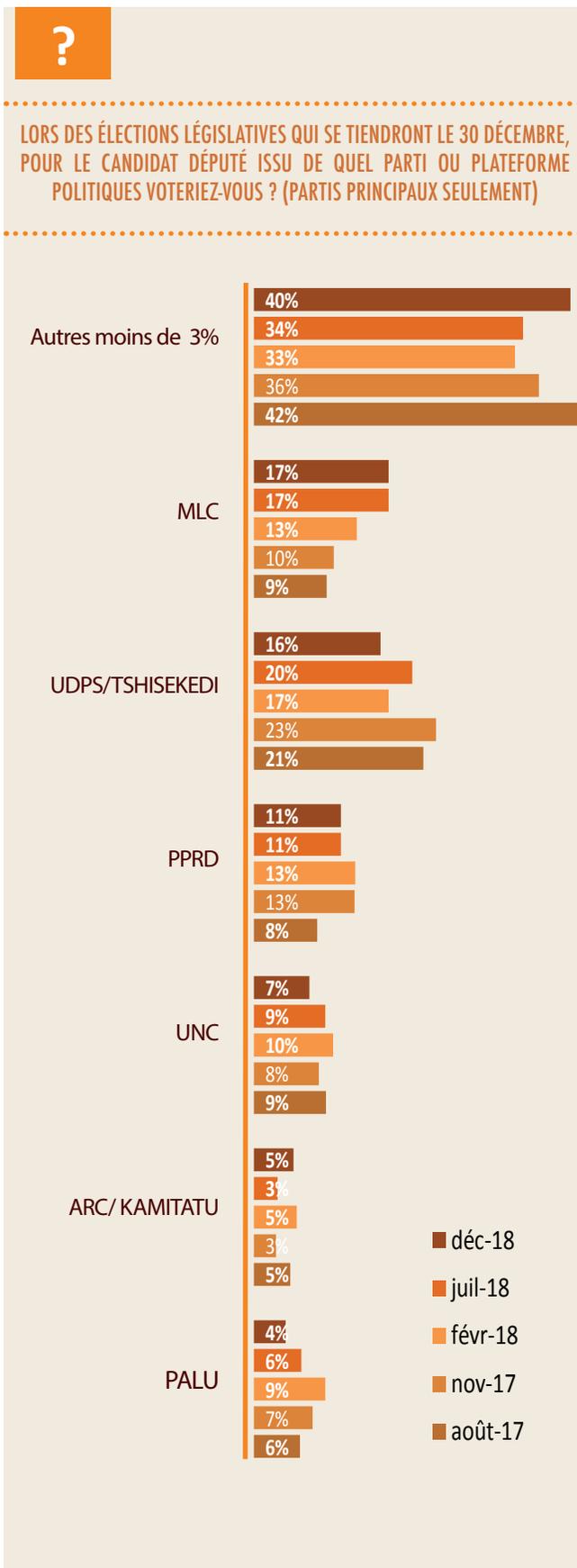
Le Congo se classe parmi les pays les plus pauvres du monde, occupant la 176ème position sur les 189 pays répertoriés dans le dernier rapport des Nations Unies pour le développement humain (2018). Mais malgré la représentation du Congo dans de nombreux médias comme un pays où règne une violence extrême et une corruption endémique, ce sondage, comme les précédents, révèle un électorat profondément conscient des enjeux et motivé. 98% des répondants (identiques pour BERCI et Ipsos / GeoPoll) se sont inscrits pour voter aux prochaines élections et parmi ceux-ci, 91% (BERCI: 90%; Ipsos / GeoPoll: 92%) et 98% (BERCI: 97%; Ipsos / GeoPoll: 98%) ont l'intention de voter pour les élections législatives et présidentielle, respectivement.

Les tous derniers résultats du sondage effectué au cours de cette dernière semaine de décembre montrent, également, que 97 % des répondants considèrent l'acte de voter comme très important (68 %) ou important (29 %), beaucoup d'entre eux (64 %) ayant un revenu de moins de deux dollars par jour, selon les chiffres de 2012 de l'Institut Nationale de la Statistique.

Appui au processus électoral

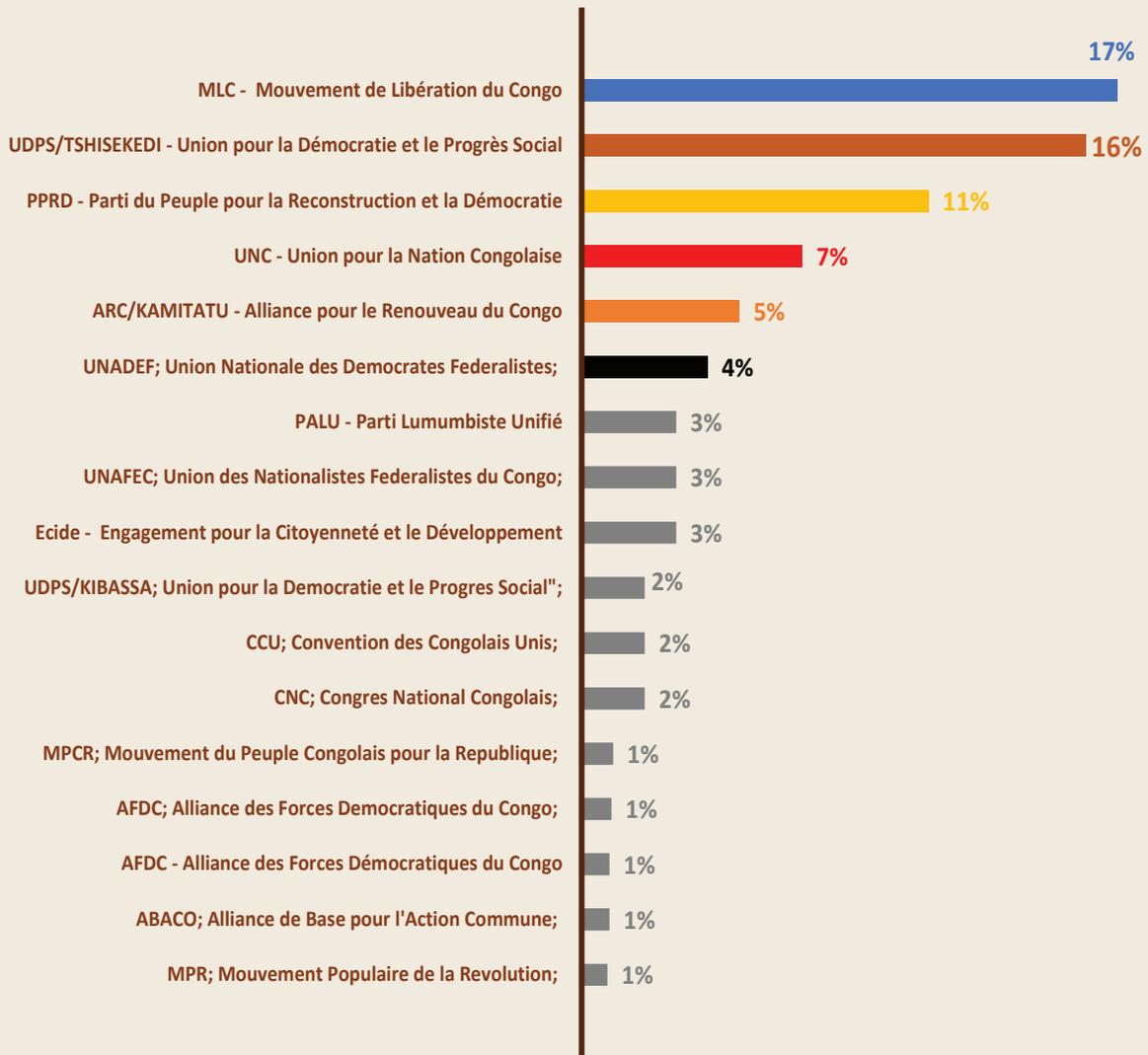
Il y aura trois élections simultanées le 30 décembre : La présidentielle, les législatives nationales et provinciales. Environ 40 millions de personnes sont habilitées à voter dans 21 699 centres de vote et auront le choix entre 16 candidats présidentiels, 15 358 candidats pour les législatives nationales et 19 640 candidats pour les provinciales. Les modalités de vote sont controversées: la CENI a introduite tard dans le processus une machine à voter, et ce en dépit des protestations de l'opposition. Les électeurs devront introduire un bulletin de vote papier dans la machine, sélectionner leur candidat présidentiel, législatifs nationaux et provinciaux, sur un écran tactile, puis imprimer ce bulletin avant de l'insérer dans une urne.

Il y aura nettement moins de missions d'observation étrangères déployées dans le pays par rapport aux deux précédentes élections. L'Union européenne (EU) et le centre Carter, qui avaient effectué les plus importantes missions d'observation à long terme en 2011, ne seront plus présents. En lieu et place, les délégations régionales de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC), de la Communauté économique des Etats de l'Afrique Centrale (CEEAC) et de l'Union africaine (UA) fourniront la masse des observateurs étrangers, tandis que la société civile planifie de déployer plus de 60 000 observateurs. Selon notre sondage, 91% des répondants (BERCI: 85%; Ipsos/GeoPoll: 96%) auraient approuvé des missions d'observations européens et américains et 74% soutiendraient le renouvellement des sanctions de l'UE du 12 décembre dernier, contre des membres du gouvernement, dont Emmanuel Shadary, jusqu'en décembre 2019.



?

LORS DES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES QUI SE TIENDRONT LE 30 DÉCEMBRE, POUR LE CANDIDAT DÉPUTÉ NATIONAL ISSU DE QUEL PARTI OU PLATEFORME POLITIQUE VOTERIEZ-VOUS ? (PARTIS PLUS DE 1%)



Méthodologie

Ce sondage a été mené simultanément par BERCI/GEC et Ipsos. Les deux instituts de sondage ont utilisé le même questionnaire et des méthodologies similaires. L'échantillon de BERCI/GEC de 1 196 personnes en âge de voter est tiré d'une liste de 2 000 numéros de téléphone, obtenue grâce à un sondage national probabiliste effectué en 2016 au lieu de résidence de 7500 ménages répartis dans 469 sites urbains et ruraux dans toute la République en fonction des poids démographiques des sites d'enquêtes, tandis que l'échantillon de 902 personnes âgées de 18 ans et plus de Ipsos/GeoPoll a été sélectionné aléatoirement à partir d'une base de données nationale de 1,5 million de numéros de téléphone congolais. Le sondage BERCI a ensuite été pondéré en fonction des critères géographiques du fichier électoral de la CENI, mais les pondérations en rapport avec le genre et le milieu de résidence ont été effectuées sur base des projections de l'Institut National de la statistique (INS) 2017. Ces mêmes paramètres démographiques ont servi de quotas pour Ipsos/GeoPoll.

La marge d'erreur était de +/- 3%.

Les sondages de BERCI ont été réalisés du 17 au 22 décembre 2018 et du 24 au 27 décembre 2018, tandis que le sondage Ipsos a été réalisé du 19 au 27 décembre 2018.

La principale différence entre les deux échantillons réside dans le niveau d'étude des répondants, mais les deux sondages se complètent et leurs conclusions sur le résultat des élections sont les mêmes. Les répondants d'Ipsos/GeoPoll étaient hautement scolarisés et pour la plupart (54%) des universitaires, tandis que les répondants BERCI avaient un niveau d'éducation inférieur de niveau primaire ou secondaire (68%), niveau plus représentatif de la population générale congolaise. L'âge et la localisation géographique des répondants varient également.

En se complétant ainsi, les deux études permettent de capturer la complexité de l'électorat congolais: les similarités et les différences. Mais plus important encore, la mise en commun des deux sondages présente une analyse assez objective du processus électoral et un bref aperçu de ce qu'aurait pu être le futur du Congo si les élections avaient été libres et transparentes.

Qui sommes-nous ?

Créé en 1990, le Bureau d'études, de recherches et de consulting international (BERCI) est une société à responsabilité limitée dédiée à la réalisation de projets de recherche et d'évaluation visant à améliorer la prise de décision en RDC. Le tout premier Institut de sondage du pays, BERCI centre ses recherches dans sur le développement durable, la bonne gouvernance, et la consolidation de la paix. Ses sondages d'intérêt général sont coordonnés par la Fondation BERCI.

Ipsos est l'une des principales agences de marketing et de recherche d'opinion au monde. Avec des bureaux dans 86 pays et des associés dans le monde entier, Ipsos est capable d'organiser et d'exécuter des projets de recherche dans plus de 100 pays. Les sondages sur les élections et la recherche d'opinion sont l'une des spécialités d'Ipsos et les chercheurs en sciences sociales coopèrent pour offrir à leurs clients les avantages d'une expérience mondiale et du savoir local. La division des affaires publiques d'Ipsos en Afrique du Sud est réputée pour la précision, la cohérence et la valeur stratégique de ses sondages d'opinion et enquêtes électorales.

GeoPoll est un leader dans la fourniture d'études de marché rapides et de haute qualité dans des zones difficiles d'accès par des méthodes traditionnelles, réalisant plus de 7 millions d'enquêtes par an via le téléphone mobile. En collaborant avec des partenaires, notamment des ONG, des groupes universitaires, des entreprises de presse et de renom, GeoPoll conduit des projets qui mesurent des indicateurs essentiels. GeoPoll associe une plate-forme de sondage mobile, robuste pouvant effectuer des recherches via plusieurs modalités avec une base de données de plus de 240 millions de personnes dans le monde entier. Les atouts résident dans la capacité de GeoPoll à cibler des populations extrêmement spécifiques, à déployer des enquêtes dans plusieurs pays et à fournir des conseils d'experts sur la manière de collecter des données précises et fiables via le téléphone mobile.

Le Groupe d'étude sur le Congo (GEC) est un projet de recherche indépendant à but non lucratif qui se consacre à la compréhension de la violence qui affecte des millions de Congolais. Nous menons des recherches rigoureuses sur différents aspects du conflit en RDC. Toutes nos recherches s'appuient sur une connaissance historique et sociale approfondie du problème à résoudre. Nous sommes basés au Centre de coopération internationale de l'Université de New York.



Créé en 1990, le « Bureau d'Études, de Recherches, et de Consulting International » (BERCI) est une société à responsabilité limitée dédiée à la mise en œuvre des projets de recherche et d'évaluation pour améliorer la prise de décisions fondées sur des données factuelles en BERCI. Premier Institut de Sondage congolais, les activités de recherche de BERCI sont centrées sur des thématiques liées au développement, à la bonne gouvernance, au renforcement de l'État et à la consolidation de la paix. Les sondages politiques BERCI à but non lucratif sont coordonnés conjointement par la fondation BERCI ASBL.

CONGO RESEARCH
GROUP



GROUPE D'ÉTUDE
SUR LE CONGO

Le groupe d'étude sur le Congo (GEC) est un projet de recherche indépendant, à but non lucratif dédié à la compréhension de la violence qui affecte des millions de Congolais. Nous effectuons des recherches rigoureuses sur les différents aspects du conflit en République Démocratique du Congo. Toutes nos études reposent sur une connaissance approfondie de l'histoire et de la sociologie de la problématique étudiée. Nous sommes basés au centre de coopération internationale à l'Université de New York.

Toutes nos publications, blogs et podcasts sont disponibles sur :
www.congoresearchgroup.org et www.gecongo.org

Fondation BERCI, asbl

c/o 480, avenue Kasai, Kinshasa
Kinshasa, Commune de la Gombe
République Démocratique du Congo

@bercisondage
Berci65@yahoo.fr

Center on International Cooperation

726 Broadway, Suite 543 New York,
NY 10003

www.cic.nyu.edu

@GEC_CRG
www.congoresearchgroup.org